

CONFIDENTIEL

CONVENTION DE PARTAGE DE DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS HAUT VAL D'ALZETTE, domicilié 390 rue du Laboratoire
57390 Audun-le-Tiche

Représentée par son Président dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après désigné « CCPHVA » ou la « Collectivité »

D'UNE PART,

ET

La SOCIETE TWO-I, société par actions simplifiées dont le siège social est situé, 11 rempart Saint-Thiebault à METZ (57 000), enregistré au registre du commerce et des sociétés de Metz sous le numéro n°830 744 769,

Représentée par Julien TROMBINI, Président dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après désigné « TWO-I » ou la « Société »

D'AUTRE PART,

Ci-après désignées individuellement « Partie » et collectivement « Parties ».

PRÉAMBULE

Le CCPHVA et TWO-I ont conclu en date du 28 février 2020 un contrat d'achat innovant (ci-après dénommé le « Marché ») ayant pour objet la mise en œuvre d'une offre innovante de système de vidéosurveillance en temps réel.

Les Parties ont décidé de conclure la présente convention afin de fixer les conditions dans lesquelles les Parties organisent pour l'avenir le partage des droits de propriété intellectuelle tel que prévu à l'article 7 du Marché.

DANS LE CONTEXTE CI-AVANT EXPOSE, LES PARTIES SE SONT RAPPROCHÉES POUR CONVENIR DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, les termes écrits en majuscules ou commençant par une majuscule auront la définition suivante :

- 1.1. Par « **Convention** », les Parties entendent la présente convention ainsi que ses annexes et avenants éventuels.
- 1.2. Par « **Marché** », les Parties désignent la Convention d'achat innovant en date du 28 février 2020 qui arrivera à échéance le 28 février 2021 ainsi que ses annexes et avenants.
- 1.3. Les « **Résultats** » désignent (i) tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du Marché, y compris les améliorations et perfectionnements de Connaissances Antérieures, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, les programmes informatiques, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les photographies, les vidéographies, les illustrations, les graphismes, le contenu éditorial, les supports de communication, les signalétiques, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les connaissances techniques et/ou scientifiques, les sites internet, les rapports, les études, les plans, les instructions de mise en œuvre, les spécifications, les procédés, les dispositifs, les produits, les prototypes, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, la documentation associée, et plus généralement tous les éléments, connaissances protégés ou non par des Droits de Propriété Intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les noms de domaine, le droit à l'image des biens ou des personnes et (ii) chacun de leurs composants, (iii) développés par les Parties, indépendamment ou conjointement durant leur collaboration dans le cadre dudit Marché.
- 1.4. Par « **exécution des prestations objet du Marché** », il faut entendre toute exécution en tout ou partie des prestations objet du Marché depuis la date d'attribution du Marché jusqu'à la cessation du Marché pour quelque cause que ce soit. Tous éléments résultants de l'exécution des prestations objet d'une Phase du Marché constituent des Résultats même si TWO-I ne participe pas à la phase suivante et/ou même si le Marché n'est pas mené à terme par la Collectivité.
- 1.5. Le « **Savoir-Faire** » est, suivant le règlement CE 316 / 2014 Accords de transferts de technologies, un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :
 - 1°) Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;
 - 2°) Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des Résultats ; et
 - 3°) Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.
- 1.6. Les « **Droits de Propriété Intellectuelle** » désignent tous droits d'auteur, droits de propriété industrielle, brevet, marque, certificat d'utilité, dessin ou modèle, certificat d'obtention végétale,

droits sur les logiciels, puces et semi-conducteurs, droits des producteurs de bases de données, et tous autres droits de propriété intellectuelle, y compris les droits attachés aux demandes de tous titres de propriété intellectuelle, et en particulier le droit de priorité au sens de la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 révisée.

- 1.7. Les « **Connaissances Antérieures** » désignent (i) tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du Marché mais qui sont nécessaires à l'exécution des prestations objet du Marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, les programmes informatiques, les applications, les interfaces de programmation, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les photographies, les vidéographies, les illustrations, les graphismes, le contenu éditorial, les supports de communication, les signalétiques, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les connaissances techniques et/ou scientifiques, les sites internet, les rapports, les études, les plans, les instructions de mise en œuvre, les spécifications, les procédés, les dispositifs, les produits, les prototypes, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, la documentation associée, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des Droits de Propriété Intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, les noms de domaine, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent à la Société, à la Collectivité, ou qui leur sont concédés en licence et (ii) chacun de leurs composants.

Les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles les Parties organisent pour l'avenir le partage des Droits de Propriété Intellectuelle tel que prévu à l'article 7 du Marché.

Au titre de ce partage, il a été conclu que :

- Les Parties conservent la propriété intellectuelle des outils utilisés lors du Marché et des Connaissances Antérieures ;
- La Société consent à faire bénéficier la CCPVHA, d'une licence d'utilisation des Droits de Propriété Intellectuelle dont il est titulaire, cessionnaire ou licencié et sans contrepartie financière, sur les éléments issus de l'exécution du Marché, pour ses besoins internes d'exploitation d'un système de vidéosurveillance en temps réel, et ce afin de permettre à la CCPVHA d'utiliser les Résultats.

Le transfert consenti sur les éléments créés ou obtenus dans le cadre de l'exécution du Marché porte sur les besoins internes d'exploitation d'un système de vidéosurveillance en temps réel par la Collectivité, et comprend pour la Collectivité les droits suivants :

- o le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support, en un nombre illimité d'exemplaires par tout procédé de fixation,

- le droit de représenter, par tout procédé de communication au public,
- le droit d'adapter / modifier en vue de permettre l'exploitation des éléments transférés et leur évolution aux besoins de l'exploitation du service.

Étant rappelé que la Société s'est engagée à joindre une liste des éléments visés par ce transfert.

- la possibilité de sous-licencier ou concéder tout ou partie des droits transférés par la Société à la CCPHVA au profit de tout tiers de son choix associé à l'exploitation du service public objet de la Convention.

Étant rappelé que :

- La Société reste en tout état de cause et à tout moment seule et unique propriétaire de ses Connaissances Antérieures, du logiciel (incluant en particulier les algorithmes et logiciels d'analyse vidéo de TWO-I, développés par TWO-I et licenciés à la CCPHVA) et de tous manuels, documents, informations ou savoir-faire qui seraient communiqués ou divulgués par TWO-I à la CCPHVA ;
- la CCPHVA reste la seule propriétaire de ses Connaissances Antérieures et des bases de données et données produites par le logiciel utilisé par la CCPHVA.

En conséquence, les Parties s'engagent, dans ce cadre, à mettre en œuvre, pendant toute la durée de la présente Convention, tous les moyens nécessaires à une coopération efficace, en vue de la réalisation de l'objet susvisé, et ce, en particulier dans les conditions ci-après définies.

Elles s'engagent également à apporter, le cas échéant, à la présente Convention toutes les adaptations qui pourraient s'avérer raisonnablement nécessaires, sans bouleverser pour autant l'équilibre général de la Convention, de façon à en assurer la bonne exécution.

ARTICLE 3. PRIX

Les cessions et concessions de droits de propriété intellectuelle sont conclues à titre gratuit au titre de la présente Convention dans la mesure où leur prix était inclus dans le prix du Marché.

ARTICLE 4. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente Convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties pour une durée de 30 ans.

ARTICLE 5. LISTE DES RÉSULTATS DU MARCHÉ ET DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES INCORPORÉES

La détermination des Résultats du Marché ainsi que des Connaissances Antérieures incorporées aux Résultats, font l'objet d'un constat entre les parties, et ce dans les conditions ci-après décrites :

1) Trois (3) mois avant du terme du Marché et un mois au plus tard après l'entrée en vigueur de la présente Convention, la Société communique à la Collectivité la liste exhaustive mise à jour des Résultats ainsi que des Connaissances Antérieures incorporées aux Résultats objet de la présente Convention ;

2) La Collectivité dispose alors de la faculté de demander la modification de ladite liste à la Société, notamment par l'ajout ou/et la suppression d'éléments, et ce autant de fois que nécessaire pour parvenir à un accord.

Une fois l'accord des Parties obtenu, la liste est annexée à la présente Convention dès sa signature, ou par voie d'avenant au plus tard trois mois après la conclusion de la présente Convention.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

a. Régime des Connaissances Antérieures

i. Connaissances Antérieures de la Société

La Société s'engage à communiquer à la Collectivité, dans les conditions rappelées à la présente Convention, les Connaissances Antérieures incorporées dans les Résultats, utilisées pour obtenir les Résultats et/ou nécessaires à la mise en œuvre des Résultats, ainsi que le régime juridique y afférent.

ii. Connaissances Antérieures de la Collectivité

La conclusion de la présente Convention n'emporte pas transfert au bénéfice de la Société des Droits de Propriété Intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux Connaissances Antérieures qui appartiennent à la Collectivité, ou qui appartiennent aux tiers à qui la Collectivité a confié l'exploitation d'une ou plusieurs installations, ou qui leur ont été concédées en licence. La Collectivité et ces autres tiers restent titulaires chacun en ce qui le concerne, des Droits de Propriété Intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur leurs Connaissances Antérieures.

iii. Propriété des Connaissances Antérieures

Les Connaissances Antérieures sont listées dans une annexe 1 « Connaissances Antérieures » qui sera établie par les Parties en début d'exécution de la Convention.

iv. Protection des Connaissances Antérieures

Chaque Partie assure librement la protection de ses Connaissances Antérieures.

v. Dispositions communes

La Collectivité sera libre d'utiliser les Connaissances Antérieures de la Société et d'exploiter les droits et/ou titres y afférents incorporées dans les Résultats, utilisées pour obtenir les Résultats et/ou

nécessaires à la mise en œuvre des Résultats, sans que cela puisse donner lieu à une quelconque contrepartie.

Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les Résultats.

La Collectivité pourra concéder tout ou partie des Connaissances Antérieures de la Société à tout tiers à qui il cèderait et/ou concèderait des droits et/ou titres sur les Résultats incorporées dans les Résultats, utilisées pour obtenir les Résultats et/ou nécessaires à la mise en œuvre des Résultats, au profit de tout tiers de son choix associé à l'exploitation du service public objet du Marché.

La Société s'engage à réitérer, à la demande de la Collectivité et/ou de tout tiers cessionnaire de droits et/ou titres sur les Résultats, la concession des droits visés au présent article.

Pendant la durée de la Convention, la Société est tenue de fournir à la Collectivité et/ou à tout tiers cessionnaire et/ou concessionnaire de droits et/ou titres sur les Résultats, sur demande de la Collectivité et/ou de tout tiers cessionnaire de droits et/ou titres sur les Résultats, l'assistance technique et administrative indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des Connaissances Antérieures incorporées dans les Résultats, utilisées pour obtenir les Résultats et/ou nécessaires à la mise en œuvre des Résultats, et à la défense des droits et titres concédés. Comme convenu dans le Marché, cette assistance est financièrement valorisée, en fonction du temps passé, sur la base d'un prix de 1000 € HT la journée.

b. Régime des Droits de Propriété Intellectuelle ou des droits de toute autre nature relatifs aux Résultats

La Société sera seule et unique propriétaire des Résultats et restera seule titulaire de tous les Droits de Propriété Intellectuelle y afférents. La Société consent à faire bénéficier la CCPVHA, d'une licence d'utilisation des Droits de Propriété Intellectuelle dont elle est titulaire, sans contrepartie financière, sur les Résultats issus de l'exécution du Marché.

Sur les Résultats créés ou obtenus dans le cadre de l'exécution du Marché, le transfert des éléments suivants est consenti à la Collectivité, pour ses besoins internes et dans le cadre de l'utilisation des Résultats :

- le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support, en un nombre illimité d'exemplaires par tout procédé de fixation,
- le droit de représenter, par tout procédé de communication au public,
- le droit d'adapter / modifier en vue de permettre l'exploitation des éléments transférés et leur évolution aux besoins de l'exploitation du service.

La Société a ainsi concédé à la Collectivité un droit d'usage de l'intégralité des droits et titres de toute nature afférents aux Résultats permettant à la Collectivité de les exploiter librement, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, en France métropolitaine, selon les conditions prévues dans la présente Convention.

Les droits et titres sur les Résultats ont été concédés à la seule Collectivité, pour ses besoins internes.

La Collectivité pourra, pour ses besoins internes et dans le cadre de l'utilisation des Résultats, concéder tout ou partie des droits et titres de toute nature afférents aux Résultats à tout tiers de son choix (personne privée ou publique), notamment et de manière non limitative aux tiers à qui l'exploitation d'une ou plusieurs installations résultant du Marché ou de la présente Convention serait confiée, à d'autres entités publiques, au maître d'œuvre, ou au représentant de la Collectivité et/ou à d'autres opérateurs économiques associés à l'exploitation du service public objet du Marché.

La Société reste seule responsable de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte.

La Collectivité reste seule responsable de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte.

La Société est tenue de fournir à la Collectivité et/ou à tout tiers cessionnaire et/ou concessionnaires de droits et/ou titres sur les Résultats, sur demande de la Collectivité et/ou de tout tiers cessionnaire de droits et/ou titres sur les Résultats, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des Résultats, et à la défense des droits et titres cédés, en France. Comme convenu dans le Marché, cette assistance est financièrement valorisée en fonction du temps passé, sur la base d'un prix de 1000 € HT la journée.

ARTICLE 7. GARANTIES DES DROITS

L'article A.38.3 du CCAG TIC s'applique.

ARTICLE 8. RESPONSABILITÉ

La Collectivité et la Société ne pourront en aucun cas être tenus responsables de tout dommage spécial, incident, indirect ou accessoire de quelque nature que ce soit (notamment les pertes de bénéfices, interruptions d'activité, pertes d'informations ou toute autre perte pécuniaire) découlant de l'utilisation ou de l'impossibilité d'utiliser les Connaissances Antérieures et/ou les Résultats.

ARTICLE 9. ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

9.1. Sans préjudice des dispositions législatives ou réglementaires relatives à l'accès aux documents administratifs, la Société, la Collectivité ainsi que son représentant qui, à l'occasion de la procédure d'appel public à la concurrence et/ou de l'exécution de la Convention, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature (notamment, mais de manière non limitative, de nature financière, comptable, commerciale, technique, industrielle, juridique, fiscale, administrative), sous quelque forme que ce soit et sur quelque support que ce soit, par nature confidentiels ou signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet de la Convention, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, aux Résultats, aux Connaissances Antérieures, au fonctionnement des services de la Société, de la Collectivité ainsi que de son représentant, et du maître d'œuvre (ci-après les « Informations Confidentielles »), sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces Informations Confidentielles ne soient utilisées d'une manière non autorisée et ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître, et notamment afin d'éviter de faire obstacle au dépôt de titres de propriété

industrielle (tels que brevets, dessins et modèles) ou à la protection par le savoir-faire ou le secret de fabrique de Résultats et/ou de Connaissances Antérieures.

Les Résultats cédés et les Connaissances Antérieures concédées par la Société à la Collectivité constituent des informations confidentielles de la Collectivité.

Les Connaissances Antérieures (mais pas les Résultats) concédées par la Société à la Collectivité constituent également des Informations Confidentielles de la Société.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

9.2. Chaque partie à la présente Convention s'engage à :

— ne pas utiliser, en tout ou partie, les Informations Confidentielles de l'autre partie à d'autres fins que celles prévues à la présente Convention ;

La Collectivité est autorisée à utiliser les Informations Confidentielles pour les finalités prévues à la présente Convention, en particulier (i) aux fins d'accomplir ses missions de service public, et notamment aux fins d'exploiter et/ou faire exploiter une ou plusieurs installations résultant ou non du Marché ou de la présente Convention, (ii) aux fins de permettre à des tiers d'exploiter et/ou faire exploiter une ou plusieurs installations et (iii) à des fins de communication interne ou externe.

— ne pas divulguer, en tout ou partie, les Informations Confidentielles de l'autre partie au public et/ou à des tiers, sauf (i) à ses propres représentants, préposés et employés, sous-traitants, prestataires (notamment conseils et comptables) et sociétés de son groupe, dans la seule mesure où cette divulgation est nécessaire ; (ii) en cas d'autorisation expresse, préalable et écrite de l'autre partie ; (iii) aux juridictions et/ou administrations sur demande préalable et expresse de celles-ci ; (iv) lorsque cette divulgation résulte d'une obligation légale ou d'une décision de justice devenue définitive, sous réserve que la partie concernée par la divulgation (a) informe l'autre partie dans les plus brefs délais et préalablement à cette divulgation de l'existence d'une telle obligation et/ou décision et (b) fournisse son assistance afin de faire en sorte que les Informations Confidentielles ne soient pas divulguées au public, dans la mesure où cela est licite ; (v) à tout tiers à qui la Collectivité céderait et/ou concéderait des droits et/ou titres sur les Résultats et/ou sur les Connaissances antérieures cédés ou concédés par la Société.

— prendre des mesures au moins équivalentes à celles qu'elle prendrait pour préserver la confidentialité de ses propres Informations Confidentielles ;

— s'assurer que les personnes qui ont accès aux Informations Confidentielles de l'autre Partie sont tenues à une obligation de confidentialité et/ou ont signé, préalablement à la divulgation de telles Informations Confidentielles, un accord de confidentialité dont les obligations sont similaires à, et au moins aussi protectrices des intérêts de l'autre Partie, que celles résultant du présent Article 5, étant précisé que chaque partie se porte fort du respect des obligations mentionnées dans le présent Article 5 par les personnes à qui elle divulgue des Informations Confidentielles de l'autre partie.

9.3. La Société du Marché doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de la présente Convention.

9.4. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments (i) déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à la

présente Convention ; (ii) qui deviennent accessibles au public après avoir été portés à la connaissance des parties à la présente Convention sans que cela soit imputable à quelque acte ou omission de la part des parties à la présente Convention ; (iii) qui ont été obtenues licitement par une partie à la présente Convention préalablement à leur divulgation par l'autre partie, la preuve devant en être apportée par tout document ; ou (iv) qui sont développés de manière indépendante par une partie à la présente Convention, sans utilisation de, ni référence aux Informations Confidentielles de l'autre partie, la preuve devant en être apportée par tout document.

9.5. La Société peut publier les Résultats et les Connaissances Antérieures incorporées dans les Résultats, utilisées pour obtenir les Résultats et/ou nécessaires à la mise en œuvre des Résultats, sous réserve des stipulations du présent Article 5 et de l'accord préalable écrit de la Collectivité, et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du code de la propriété intellectuelle.

L'existence de restrictions au droit de publier les Résultats et les Connaissances Antérieures incorporées dans les Résultats, utilisées pour obtenir les Résultats et/ou nécessaires à la mise en œuvre des Résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence de la Convention et la nature des Résultats et des Connaissances Antérieures incorporées dans les Résultats, utilisées pour obtenir les Résultats et/ou nécessaires à la mise en œuvre des Résultats.

Toute publication doit mentionner que les Résultats ont été financés par la Collectivité.

9.6. Sauf stipulation contraire expressément prévue dans la Convention, (i) aucune des stipulations des documents de la Convention ou action entreprise en vertu de la Convention ne peut être interprétée comme obligeant la Collectivité à transmettre des Informations Confidentielles à la Société et (ii) la divulgation d'Informations Confidentielles par la Collectivité dans le cadre de la Convention ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Société un quelconque droit de propriété intellectuelle ou tout autre droit se rapportant à ces Informations Confidentielles.

9.7. Toutes les Informations Confidentielles fournies par une des parties à l'autre le sont « en l'état » et la partie divulgateuse n'accorde aucune garantie, déclaration ou autre, expresse ou implicite, quant à l'exactitude, le contenu et/ou la pertinence de ses propres Informations Confidentielles. La partie divulgateuse décline toute responsabilité pour toute utilisation qui serait faite par l'autre partie et/ou par tout tiers, des Informations Confidentielles.

9.8. La Société ne pourra faire aucune copie des Informations Confidentielles transmises sans autorisation préalable et écrite de la Collectivité, à l'exception des copies de sauvegardes réalisées de manière informatique. Dans le cas de copies autorisées des Informations Confidentielles, la Société s'engage à reproduire à l'identique sur de telles copies toute mention des droits de propriété figurant sur les originaux.

9.9. Tous les documents et autres objets matériels contenant ou représentant des Informations Confidentielles divulguées par la Collectivité à la Société, ainsi que toute copie qui serait en possession de la Société, sont et demeurent la propriété de la Collectivité et/ou des tiers à qui elles appartiennent et devront être renvoyées spontanément à la Collectivité sur simple demande écrite de sa part, accompagné d'une attestation justifiant de la restitution de l'ensemble des Informations Confidentielles.

9.10. Chaque Partie reconnaît que toute divulgation d'Informations Confidentielles en violation du présent Article 9 léserait les intérêts de l'autre Partie et engagerait sa responsabilité.

9.11. Le présent Article 9 restera en vigueur aussi longtemps que les Parties auront un intérêt à maintenir la confidentialité de leurs Informations Confidentielles, et en tout état de cause pendant au moins une durée de vingt (20) ans à compter de la cessation du Marché pour quelque cause que ce soit.

9.12. En tout état de cause, le présent Article 9 ne peut en aucun cas être interprété comme une restriction faite à la Collectivité d'exploiter et/ou de faire exploiter, conformément aux termes de la Convention, les Résultats et les Connaissances Antérieures cédés ou concédés par la Société, d'exploiter et/ou de faire exploiter tous perfectionnements et améliorations que la Collectivité aurait réalisés ou fait réalisés à partir de Résultats et/ou de Connaissances Antérieures de la Société, ou de céder et/ou concéder à des tiers des droits et/ou titres sur ceux-ci.

ARTICLE 10. FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement indépendant de la volonté des Parties, rendant impossible l'exécution de la présente Convention, celle-ci sera suspendue à l'initiative de l'une des parties, manifestée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, si aucune issue n'est envisageable dans un temps raisonnable.

Il en sera notamment ainsi en cas d'incendie, grève, inondations, guerre, émeute, réquisition, interruptions anormales des réseaux de télécommunications et en toute circonstance indépendante de sa volonté empêchant l'exécution normale de la Convention.

ARTICLE 11. MODIFICATION ET ADAPTATION DE LA CONVENTION

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts, pour apporter, si nécessaire, au cours de l'exécution de la présente Convention, toutes les adaptations et modifications utiles, afin d'être toujours en mesure de collaborer de bonne foi, en vue de la réalisation de son objet et de l'exécution des tâches, missions et obligations leur incombant à ce titre.

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, dans ce cadre, à la présente Convention devront faire l'objet d'un avenant écrit, signé des deux Parties.

ARTICLE 12. NULLITÉ PARTIELLE

L'annulation de l'une quelconque des stipulations de la présente Convention du fait d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive n'entraînerait l'annulation de celle-ci dans son ensemble, que pour autant que la stipulation litigieuse puisse être considérée, dans l'esprit des Parties, comme substantielle et déterminante, et que son annulation remette en cause l'équilibre général de la Convention.

En cas d'annulation d'une des stipulations de la présente Convention, considérée comme non substantielle, les Parties s'efforceront de négocier une clause économiquement équivalente.

ARTICLE 13. CESSION ET TRANSMISSION DE LA CONVENTION

La présente Convention étant conclue intuitu personae, les Parties s'interdisent de céder ou de transférer, de quelque manière que ce soit les droits et obligations en résultant, sans l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.

Étant précisé qu'en cas de cession de la Convention par la Société, il devra être apporté par cette dernière toutes les garanties techniques, juridiques, et financières requises par la Collectivité et garantissant la continuité du service public.

ARTICLE 14. RENONCIATION

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce à son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

ARTICLE 15. DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

La présente Convention est régie par la loi française alors même que l'une des parties serait de nationalité étrangère et/ou que la Convention s'exécuterait en tout ou partie à l'étranger.

En cas de divergence d'interprétation sur une version traduite, seule la version française des présentes fait foi.

Toute contestation ou litige relatifs à l'exécution ou à l'interprétation des présentes est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 16. INTÉGRALITÉ DE LA CONVENTION

Les parties reconnaissent que la présente Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substitue à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

ARTICLE 17. HIÉRARCHIE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les dispositions de la présente Convention sont applicables à l'ensemble des documents qui lui feront référence de manière non équivoque.

Les annexes de la présente Convention étant susceptibles d'évoluer dans le temps, la dernière version prévaut sur les versions signées antérieurement par les deux Parties.

ARTICLE 18. DOCUMENTS ANNEXES

De convention expresse, tous les documents annexés à la présente Convention en font partie intégrante et forment, avec celle-ci, un ensemble indivisible dans l'esprit des Parties.

En cas de contradiction entre la Convention et ses annexes, seules les dispositions de la Convention prévaudront sauf mention contraire.

Documents annexes à joindre :

- ANNEXE 1 – Liste des Connaissances Antérieures.


ARTICLE 19. SIGNATURES

En foi de quoi la présente Convention est signée en deux exemplaires originaux, chaque partie en gardant un original.

Fait à Audun-le-Tiche, le
03/08/2021

Pour la CCPHVA,

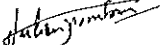
Représenté par Monsieur Patrick RISSER,
Président

DocuSigned by:

8A74FF3B21A3497...

09/08/2021

Pour TWO-I,

Représentée par Monsieur Julien TROMBINI,
Président

DocuSigned by:

647EAC5C44B64B4...

ANNEXE 1 : LISTE DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES

1. Liste des Connaissances Antérieures de la Société :

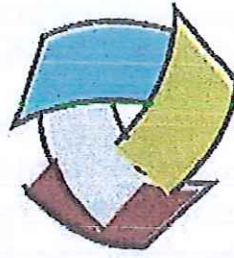
- **Plateforme de labélisation** : Two-i a développé sa propre infrastructure de labélisation d'images. C'est la première étape de la conception d'algorithmes de vision par ordinateur. Two-i utilise soit des collections d'images publiques soit une combinaison de collections d'images publiques et d'images issues de cas clients. La labélisation est un processus manuel très chronophage.
- **Algorithmes propriétaires de vision par ordinateur** : Two-i a entraîné ses propres algorithmes dont les principales fonctionnalités sont : la détection d'objets, de personnes, de visages, de genre, d'âge et d'émotions. Les dernières réalisations de Two-i sont la détection de rythme cardiaque et de la douleur.
- **Algorithmes propriétaires de calculs statistiques et probabilités** : Two-i a entraîné ses propres algorithmes servant aux calculs statistiques et probabilistes dans le but de prédire des séries temporelles telles que le comptage sur les véhicules ou tout autre flux de données.
- **Plateforme d'analyse d'image en temps réel** : L'entreprise est un des rares acteurs du secteur capable de traiter du flux vidéo en temps réel (temps de traitement calculé en millisecondes). La grande partie de ces fonctionnalités sont utilisées dans le cœur de calcul Two-i servant à l'analyse d'image et à la retransmission du flux vidéo.
- **Plateforme de notification et visualisation** : Two-i commercialise depuis début 2019 un outil tout en un qui intègre le traitement d'images en temps réel ainsi que la visualisation d'alertes (notifications) et une vue spatiotemporelle. Ces fonctionnalités sont incluses dans la page « notifications – Live » et « notifications-Map » de la solution Vigilance.
- **Plateforme de représentation statistiques** : Two-i a développé son modèle de base de données et de représentation graphique pour que l'ensemble des données et des statistiques issues des algorithmes puissent être facilement intelligible par ses clients. Ces fonctionnalités sont incluses dans la page « notifications – Stats » de la solution Vigilance.
- **Plateforme de déploiement de logiciel « HostControl »** : a été développée par Two-i pour faciliter le déploiement de l'ensemble de ses solutions. Le HostControl permet les déploiements sur des machines vierges mais également les mises à jour à distance et le monitoring des machines.

2. Liste des Connaissances Antérieures de la Société incorporées aux Résultats :

- Plateforme de labélisation
- Algorithmes propriétaires de vision par ordinateur
- Algorithmes propriétaires de calculs statistiques et probabilités
- Plateforme d'analyse d'image en temps réel
- Plateforme de notification et visualisation
- Plateforme de représentation statistiques
- Plateforme de déploiement de logiciel « HostControl »

3. Liste des Connaissances Antérieures de la Collectivité :

n/a



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES pays haut val d'alzette

CONVENTION D'ACHAT INNOVANT

EN APPLICATION DE L'EXPERIMENTATION DISPOSEE PAR LE DECRET N° 2018-1225 DU 24
DECEMBRE 2018 PORTANT DIVERSES MESURES RELATIVES AUX CONTRATS DE LA
COMMANDE PUBLIQUE (NOR : ECOM1827790D)

Entre :

La COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS HAUT VAL D'ALZETTE, domiciliée 81
avenue de la Fonderie, 57390 AUDUN LE TICHE, prise en la personne de son Président en
exercice dûment mandaté à l'effet des présentes

Ci-après dénommée « la CCPHYA »,

D'une Part,

Et :

La société TWO-I, société par action simplifiée dont le siège social est situé, 11 rempart
Saint-Thiebault à METZ (57 000), enregistré au registre du commerce et des sociétés de
Metz sous le n°830 744 769.

Représentée par Julien TROMBINI, en sa qualité de Président,

Ci-après dénommée « TWO-I »,

D'autre Part,

Ci-après dénommés ensemble « les Parties »

Les prix comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix de la présente Convention sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, telle que décrite, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire, de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans les documents contractuels.

Sont notamment compris dans les prix :

- Les réunions, déplacements et visites préalables sur le site à l'exécution des prestations ;
- La rémunération de l'équipe du titulaire ;
- Les frais de mission en cas de déplacement de l'équipe du titulaire ;
- L'utilisation d'un véhicule le cas échéant et la prise en charge des frais correspondants ;
- L'emploi de matériels et les frais afférents, (boîtes, étiquettes, marqueurs, etc.).

La Convention est conclue à prix forfaitaire résultant de la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) figurant en annexe 1

Le taux de la TVA est de 20 %.

4.5.2 Montant total hors taxes :

Le prix global et forfaitaire des prestations s'élève à :

- Montant hors taxes arrêté en chiffres à : 96 173,77 euros ;
- Montant hors taxes arrêté en lettres à : quatre-vingt-seize mille cent soixante-treize euros et soixante-dix-sept centimes;
- Montant TTC arrêté en chiffres à : 115 408,52 euros ;
- Montant TTC arrêté en lettres à : cent quinze mille et quatre cent huit euros et cinquante-deux centimes.

4.5.3 Forme des prix et variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs.

4.6 Avances

Une avance égale à 25 % du montant TTC des prestations est versée au titulaire, sauf si celui-ci renonce expressément (Cf. article « signatures »).

L'avance n'est soumise à aucune constitution de garantie privée ou de sûreté financière.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la Convention.

4.7. Pénalités

Dans le cadre de la présente convention, des pénalités pourront être appliquées sur simple constatation du pouvoir adjudicateur après mise en demeure préalable et dans les cas suivants :

- une pénalité forfaitaire de 150 Euros par jour de retard dans le planning d'exécution ou de déploiement ;
- une pénalité forfaitaire de 100 Euros pour absence des référents du projet, identifiés dans la présente Convention, à une réunion organisée par la CCPHVA ;
- une pénalité forfaitaire de 500 Euros en cas d'absence ou report des formations prévues pour les agents de la CCPHVA au titre du transfert de compétence ;
- une pénalité forfaitaire de 150 Euros en raison de l'absence de la documentation nécessaire à l'utilisation par la CCPHVA du produit innovant. A cet égard, la pénalité est due dès lors que la langue de la documentation transmise n'est pas le français ;
- une pénalité forfaitaire de 150 Euros par jour pour la mise en conformité des livrables non-conforme ;
- une pénalité 7% du montant TTC de la Convention, en cas de non-conformité des livrables, après une revue de la proposition restée sans évolution ou correction majeure.

Elles ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

- Cas de force majeure indépendant de la volonté du titulaire ;
- Accord express et écrit du pouvoir adjudicateur pour un dépassement de délai.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire. Les pénalités de retard feront l'objet d'un avoir de la part du titulaire venant en déduction des sommes dues. Les pénalités de retard seront en tout état de cause plafonnées à un montant égal à 7% du montant total des sommes versées par la CCPHVA à TWO-I dans le cadre de cette convention.

4.8. Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution de la présente Convention, et pour la durée de celle-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que

celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisant(s).

4.9 Confidentialité

Les informations visuelles ou orales et documents de quelque nature que ce soit relatifs à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les fournisseurs ou les clients, les projets et le personnel de chacune des parties, dont l'un des contractants aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention, ont un caractère confidentiel, voire secret.

Sauf si les informations sont diffusées publiquement par leur propriétaire, dans la mesure où l'administration n'aura pas admis de dérogation d'une manière expresse, chacune des parties s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés et préposés le secret le plus absolu sur ces éléments pendant toute la durée de la présente convention et pendant dix (10) ans après son échéance.

Les personnes qui participeront à l'exécution de la présente convention seront tenues au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'ils pourraient recueillir au cours de leurs travaux à l'égard de toutes les personnes étrangères au service de l'État.

4.10. Résiliation

4.10.1. Résiliation partielle

Conformément à l'article R.2191-30 du code de la commande publique, le service bénéficiaire peut procéder à la résiliation partielle de la Convention, soit pour motif d'intérêt général donnant droit à indemnisation du titulaire, soit en raison d'une faute commise par le titulaire de la Convention sans indemnisation du titulaire.

4.10.2. Résiliation

Les clauses mentionnées au chapitre 8 du CCAG-TIC sont entièrement applicables à la Convention.

4.10.3. Exécution aux frais et risques

Suite à une résiliation prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter par un tiers les prestations prévues par la Convention aux frais et risques du titulaire défaillant. Ainsi, dans le cas où la prestation facturée serait supérieure au prix de la Convention initialement conclu, le

titulaire devrait rembourser la différence au pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur le prix si les prestations fournies par le titulaire s'avèrent notoirement insuffisantes au regard des axes et objectifs fixés. Il en est de même si la réalisation effective de la prestation, telle que décrite, n'a pas donné lieu à satisfaction.

ARTICLE 5. REGLEMENT DES PRESTATIONS

5.1. Factures

Les sommes dues sont réglées par virement administratif dans le délai légal de paiement en vigueur à date du fait générateur, à compter de la réception de la facture par la CCPHVA.

Les demandes de paiement devront être établies à : Communauté de Communes du Pays Haut Val d'Alzette « CCPHVA » - Le Laboratoire – 390 rue du Laboratoire – Site de Micheville 57390 Audun-le-Tiche, avant la fin du mois suivant la réalisation des prestations.

5.2. Disposition en matière de facture électronique

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur la plate-forme CHORUS. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

5.3. Echelonnement des paiements

Les paiements sont échelonnés comme suit :

- 25 % paiement avance forfaitaire
- 60% après la réception du premier livrable
- 15% après la réception du second

5.4. Délai de règlement et intérêt de retard

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.5. Coordonnées bancaires de TWO-1 :

Un RIB est joint en annexe du présent contrat

ARTICLE 6. DROIT APPLICABLE -- REGLEMENT DES DIFFERENDS

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions au droit français. Les Partenaires déclarent leur intention de rechercher en priorité une solution amiable à toute difficulté qui pourrait surgir à propos de la convention. Toute contestation portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention est soumise à la compétence exclusive du.

La présente convention est soumise aux lois et règlements français.

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal Administratif de Strasbourg.

ARTICLE 7. PROPRIETE DES DONNEES ET DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

7.1. Propriété des données du projet

Il est rappelé que les parties à la présente convention se sont spontanément rapprochées afin de contribuer à la réalisation d'un projet commun et innovant.

Il est également rappelé que toute donnée produite, collectée, traitée ou gérée par le titulaire lui-même ou par le biais de ses prestataires est une donnée publique qui est et demeure propriété du pouvoir adjudicateur pendant et à l'issue du présent marché.

Enfin, il est également rappelé que les modalités de gestion des données du projet sont respectueuses des dispositions de la loi modifiée n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que du cadre juridique régissant les données publiques et figurant au sein du code des relations entre le public et l'administration.

Chaque Partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché notamment les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Le Titulaire prendra toute mesure nécessaire pour préserver et faire respecter l'intégrité et la confidentialité des données à caractère personnel. Le Titulaire s'engage notamment à mettre en place les mesures techniques et organisationnelles permettant d'assurer, compte tenu de l'état des règles de l'art, un niveau de sécurité et de confidentialité approprié au regard des risques présentés par le traitement et la nature des données à caractère personnel traitées pour le compte du Pouvoir Adjudicateur.

En particulier, le Titulaire garantit au Pouvoir adjudicateur que le dispositif innovant mis en place dans le cadre du présent marché respecte les dispositions susvisées de la loi informatique et liberté modifiée et qu'aucune donnée biométrique n'est calculée ou enregistrée par les appareils mis en place.

Le Titulaire s'engage à ce que les bases de données logées dans les logiciels déployés ne stockent aucune donnée à caractère personnel. Les seuls appareils susceptibles d'enregistrer des images sont les systèmes de vidéo surveillance pour la protection périmétrique. Ces images ont alors un temps de conservation maximal et sont effacées automatiquement à intervalle régulier.

7.2. Droits de propriété intellectuelle

Les Parties conservent la propriété intellectuelle des outils utilisés lors du Projet et des Connaissances antérieures.

Le titulaire consent à faire bénéficier le pouvoir adjudicateur, d'une licence d'utilisation des droits de propriété intellectuelle dont il est titulaire, cessionnaire ou licencié et sans contrepartie financière, sur les éléments issus de l'exécution de la présente Convention.

Sont désignés, par « élément », quels que soient leur forme, leur nature et leur support : les documents, données, bases de données, jets (à l'exception des éléments faisant l'objet d'une protection par un brevet) susceptibles d'être protégés par des droits de propriété intellectuelle et procédant de la mission de service public au sens du code des relations entre le public et l'administration, dès lors qu'ils ont été créés ou obtenus par les titulaires dans le cadre de l'exécution de la présente Convention.

Le transfert ainsi consenti sur ces éléments comprend notamment au bénéfice du Pouvoir adjudicateur :

- le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support, en un nombre illimité d'exemplaires par tout procédé de fixation,
- le droit de représenter, par tout procédé de communication au public,
- le droit d'adapter / modifier en vue de permettre l'exploitation des éléments transférés et leur évolution aux besoins de l'exploitation du service.

Le titulaire s'engage à joindre une liste des éléments susvisés dès la notification de la Convention et sur laquelle le Pouvoir adjudicateur pourra émettre des observations.

Pendant une période de six mois (6) à compter de la fin de la Convention, le titulaire peut être tenu de fournir, sur demande du Pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits licenciés. Cette assistance est, le cas échéant, financièrement valorisée, sur la base d'un coût objectif reflétant les conditions économiques du marché.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de sous-lLicencier ou concéder tout ou partie des droits transférés par les titulaires au profit de tout tiers de son choix associé – ou non – à l'exploitation du service public objet de la Convention.

Il est précisé que TWO-I reste en tout état de cause et à tout moment seul et unique propriétaire du logiciel (incluant en particulier les algorithmes et logiciels d'analyse vidéo de TWO-I, développés par TWO-I et licenciés à la CCPHVA) et de tous manuels, documents, informations ou savoir-faire qui seraient communiqués ou divulgués par Two-i à la CCPHVA.

Il est également précisé que la CCPHVA reste la seule propriétaire des bases de données et données produites par le logiciel utilisé par la CCPHVA.

Le régime des droits de propriété intellectuelle dont les principes sont exposés ici, fera l'objet d'une convention de licence qui sera jointe à l'annexe 3 de la présente Convention.

7.3. Réversibilité

Aux termes de la présente convention, la réversibilité intervient lorsque la relation contractuelle cesse à son terme normal ou anticipé qu'elle que soit la cause de ce terme.

La réversibilité a pour objectif de permettre au pouvoir adjudicateur de récupérer l'ensemble des données et informations contenues dans les solutions développées par le titulaire et ce dans les meilleures conditions et de poursuivre, dans le respect du principe de continuité du service public, les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché.

Ainsi, en cas de cessation de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer gratuitement, à la première demande du pouvoir adjudicateur formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et dans un délai de 48 heures à la date de réception de cette demande, l'ensemble des données visées à l'article 7.1 de la présente convention sous un format aisément réutilisable dans un environnement équivalent.

Le titulaire s'engage à ce que le pouvoir adjudicateur puisse poursuivre l'exploitation des données visées à l'article 7.1, sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre prestataire selon des modalités décrites dans un plan de réversibilité (qui décrira la durée et les conditions de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité) qui devra être fourni par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 8. Versement de l'avance

La société TWO-I accepte le versement de l'avance :

☐

OUI

☐



NON

ARTICLE 9. Signature des parties

Fait à AUDUN-LE-TICHE, en deux exemplaires originaux, le 26 février 2020

Le Président de la CCPHVA

Le Président de TWO-I

M. PARTHENAY	Julien TROMBINI
Le : 28/02/2020	Le : 28/02/2020
signature 	signature  <p>Two-I SAS 21 Impart Saint Thibault 87000 Jéret Siren: 830 744 769</p>

Annexes :

- 1 – Mémoire technique et ses annexes
- 2 – DPGF
- 3 – Convention de licence de droit de propriété intellectuelle

Préfecture
Cabinet du Préfet
Direction des Sécurités
Service de la Sécurité Intérieure
Pôle Polices Administratives

Affaire suivie par Paul SIMON
☎ 03.87.34.87.00
pref-videoprotection@moselle.gouv.fr

Dossier n° 2014/0306

Metz, le - 9 DEC. 2019

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, un exemplaire de mon arrêté vous autorisant à modifier le système de vidéoprotection à la déchèterie d'Audun-le-Tiche, sous réserve de la mise en place d'un masquage des parties privatives.

Par ailleurs, je vous précise que vous devez m'informer de la date de mise en service effective des caméras autorisées et qu'il vous est fait obligation de me signaler toute modification substantielle de nature à affecter les autorisations délivrées.

J'appelle votre attention sur le fait que cette autorisation étant valable cinq ans, il vous appartient de présenter une nouvelle demande à mes services, quatre mois minimum avant la date d'échéance de ce délai, soit, en l'espèce et au plus tard, le 28 juillet 2024.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet, directeur de cabinet

Olivier GIROD



Monsieur le président
Communauté de communes Pays Haut Val d'Alzette
81 rue de la Fonderie
57390 AUDUN LE TICHE



PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Cabinet du Préfet
Direction des Sécurités
Service de la Sécurité Intérieure
Pôle Polices Administratives

ARRÊTÉ 19/CAB/PA-VIDEO N° 571
du 9 mai 2019

**portant modification d'une autorisation de fonctionnement d'un système de vidéoprotection
et abrogeant l'arrêté 14/DLP/BRE-VIDEO N° 190 du 30 avril 2014**

LE PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1;

VU les articles R 251-1 à R 253-4 du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU l'arrêté DCL n° 2019 - A - 42 du 28 octobre 2019 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier GIROD, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Moselle ;

VU la demande de modification d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Monsieur André PARTHENAY représentant la Déchèterie situé(e) route départementale 16 à AUDUN LE TICHE (57390) ; ainsi que les pièces produites à l'appui de cette demande ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 25 novembre 2019 ;

Considérant qu'il ressort du dossier présenté que les lieux sont particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

Considérant le caractère proportionné du nombre de caméras envisagées au regard des risques susmentionnés ;

SUR la proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Moselle ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur André PARTHENAY représentant la Déchèterie est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2014/0306 et composé de :

- 1 caméra(s) intérieure(s)
- 11 caméra(s) extérieure(s), sous réserve de la mise en place d'un masquage des parties privatives,

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics, Autres (Prévention de l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets).

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le responsable de la mise en œuvre du système, doit se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées. Les images enregistrées ne peuvent être visionnées qu'en cas d'infraction constatée, par les forces de police ou de gendarmerie. Afin de garantir la confidentialité des enregistrements, le responsable devra également s'engager à sécuriser l'accès au dispositif d'enregistrement par la mise en place d'un mot de passe comportant au minimum 10 caractères, incluant des lettres, des chiffres et des caractères spéciaux, qu'il sera le seul à connaître (avec les personnes désignées dans la déclaration).

Article 5 – L'accès au visionnage, à l'enregistrement et au traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 6 – Les services de la police nationale, de la gendarmerie nationale, les douanes et les services d'incendie et de secours pourront accéder aux images dans le cadre de leurs missions de police administrative. L'accès aux images n'est autorisé qu'aux agents désignés et dûment habilités par le chef de service ou le chef d'unité à compétence départementale, régionale, zonale ou nationale où ils sont affectés.

Article 7 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 8 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant aux articles L.251-2, L.251-3, L.252-1 à L.252-6, L.253-1 à L.253-5 du code de la sécurité intérieure et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Article 9 – La présente autorisation peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et dans les mêmes conditions de délais, depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 10 – Le système concerné doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande doit être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 11 – L'arrêté 14/DLP/BRE-VIDEO N° 190 du 30 avril 2014 est abrogé.

Article 12 – Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté et dont copie sera adressée à monsieur le président de la communauté de communes Pays Haut Val d'Alzette.

Metz, le 9 DEC. 2015

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet/directeur de cabinet

Olivier GIROD

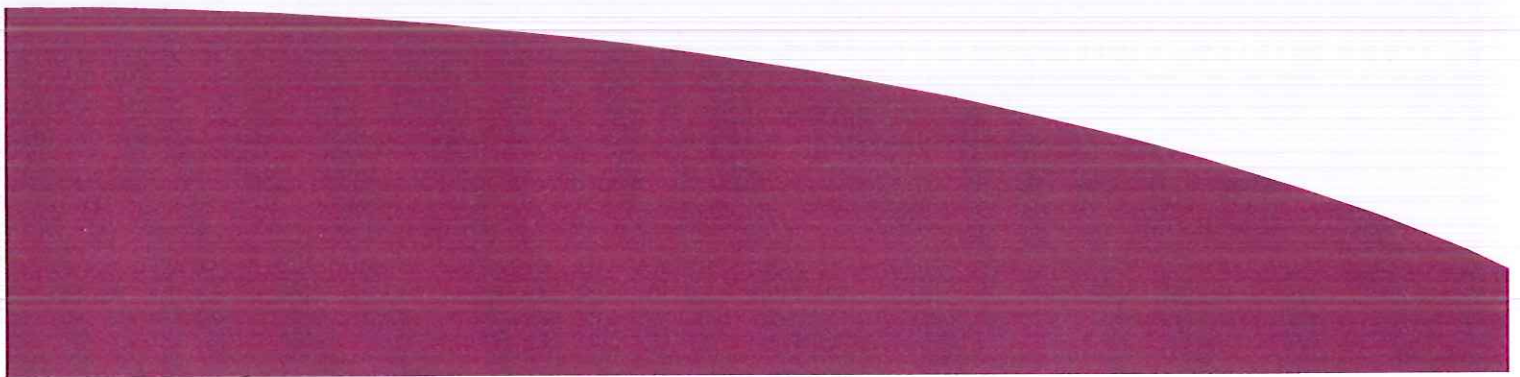


COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS HAUT VAL D'ALZETTE

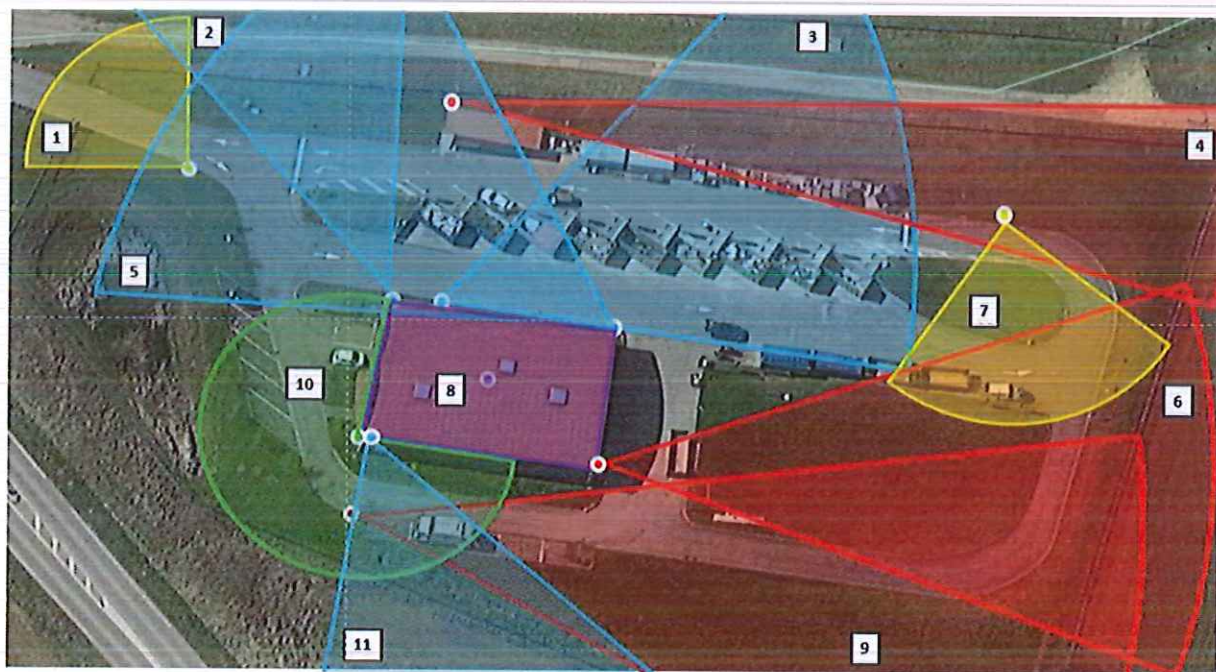
**Projet d'implantation caméras
(déchetterie)**



IMPLANTATIONS CAMERAS



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Caméras 1 et 7 (comptage) :

- 2 caméras AXIS P3225-LVE (dôme fixe 2MP)

Caméras 2, 3, 5 et 11 :

- 4 caméras fixe HANWHA XNO-8080R (bullet 5MP)

Caméras 4, 6 et 9:

- 2 caméras thermiques AXIS Q1941
- 1 caméra thermique AXIS Q1942

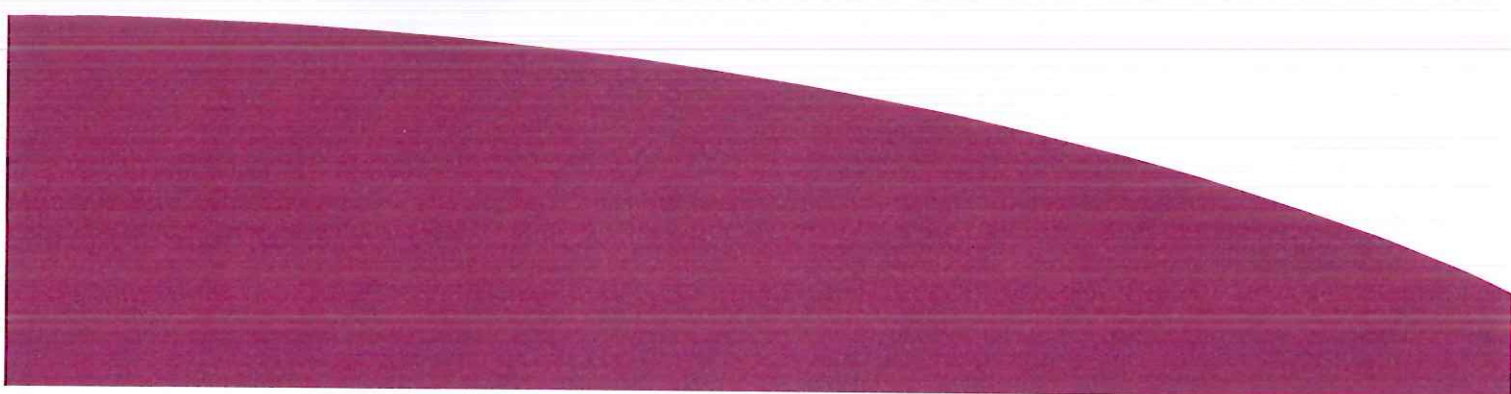
Caméras 8 :

- 1 Caméra 360° intérieure 12MP AXIS M3058

Caméras 10 :

- 1 Caméra 360° extérieure 8MP AXIS P3717

PRÉSENTATION CAMÉRA



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Caméras 1 et 7 (comptage) : Caméra AXIS P3225-LVE

- Résolution 2MP
- Angle de vue de 90°
- Extérieure et anti vandale
- Jour / Nuit
- Eclairage IR



Possibilités :

- Comptage véhicules
- Scène globale



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Caméras 2, 3, 5 et 11 : Caméra HANWHA XNO-8080R

- Résolution 5 mégapixels (2560 x 1920)
- Angle de vue de 92°
- Objectif varifocal motorisé de 3,9 ~ 9,4 mm (2,4x)
- Extérieure et anti vandale
- Jour / Nuit
- Portée infrarouge : 50 m

Possibilités :

- Vue d'ambiance générale
- Protection des biens et des personnes

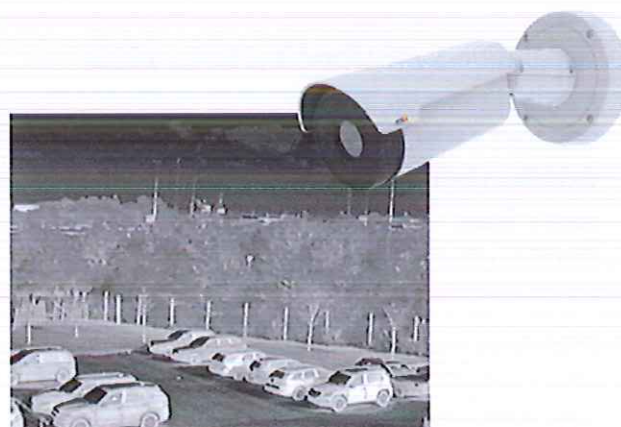


PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Caméras 4, 6 : Caméra AXIS Q1941 E

- Caméra thermique d'extérieur discrète
- Résolution de 384 x 288
- Objectifs de 7 mm
- Analyse vidéo intelligente hautes performances via ACAP
- Contraste exceptionnel de l'image permet une détection fiable et une vérification rapide
- Stabilisation d'image électronique
- Champ de vision horizontale 55°



Possibilités :

- Anti-intrusion

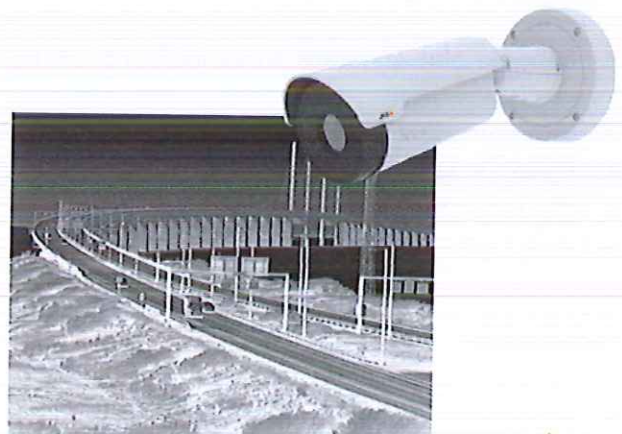


PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Caméra 9 : Caméra AXIS Q1942 E

- Caméra thermique d'extérieur discrète
- Résolution de 640 x 480
- Objectifs de 10 mm
- Résolution VGA
- Hautes performances pour l'analyse vidéo intelligente
- Détection fiable et vérification rapide
- Stabilisation d'image électronique
- Champ de vision horizontale 63°



Possibilités :

- Anti-intrusion



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Caméra 8 : Caméra AXIS M3058

- Modèle plat résistant au vandalisme, utilisable en extérieur et en intérieur
- Vue complète à 360° avec une netteté incroyable
- Forensic WDR, Lightfinder et OptimizedIR
- Capteur 12 MP



Possibilités :

- Protection des biens et des personnes
- Scène globale



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Caméra 10 : Caméra AXIS P3717

- Caméra multidirectionnelle 360 ° 8 MP, avec une adresse IP
- Éclairage IR à 360°, zoom et mise au point à distance
- Axis Lightfinder et Forensic WDR
- Positionnement souple des quatre têtes de caméra vari focales



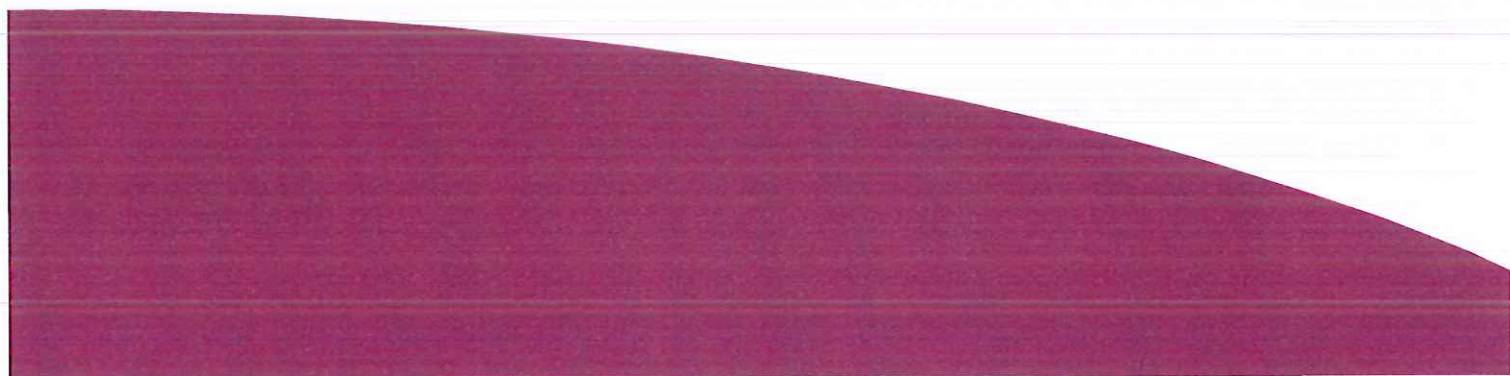
Possibilités :

- Protection des biens et des personnes
- Scène globale





PRÉSENTATION INFRASTRUCTURE



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Serveur – Poste de travail :

Dell Precision 3620 tour, base XCTO

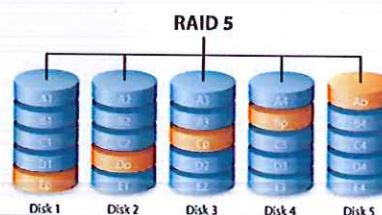
- 7ème génération Intel® Core™ i7-7700
- 16 Go RAM
- Disque SSD 128 Go + 1 To 5400 tr/min
- GeForce GTX 1060, 6 Go, 3 DP, DL-DVI-D, HDMI 2.0, Windows 10 Pro x64
- Gigabit Ethernet
- Garantie Dell ProSupport 3 ans sur site J+1



Stockage :



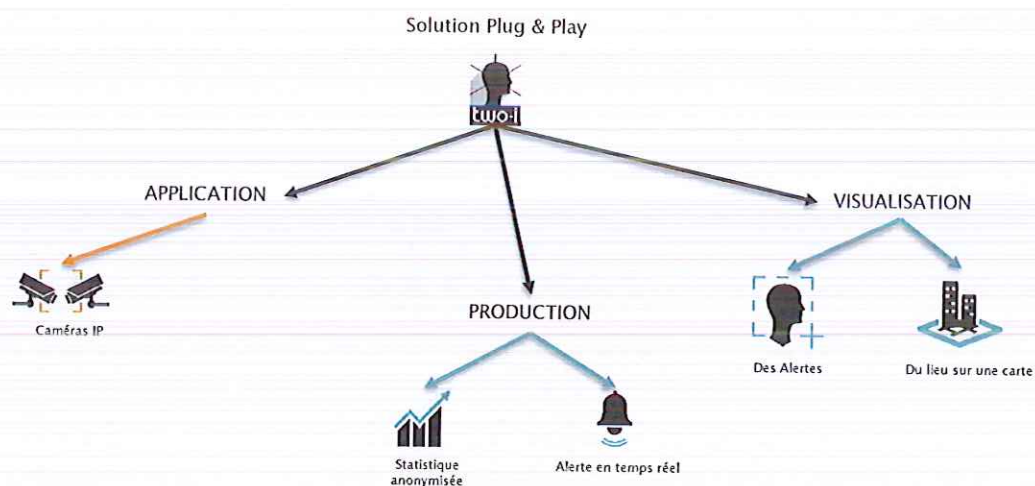
- Processeur Intel Atom quatre cœur 2,4 GHz
- 1Go RAM
- Gigabit Ethernet x2
- 4x 6To HDD – Western Digital – 7200 tr/min
- 2 ports USB 3
- **Sécurisation en RAID 5**



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Cette page comprend une liste de :

Configuration d'alertes

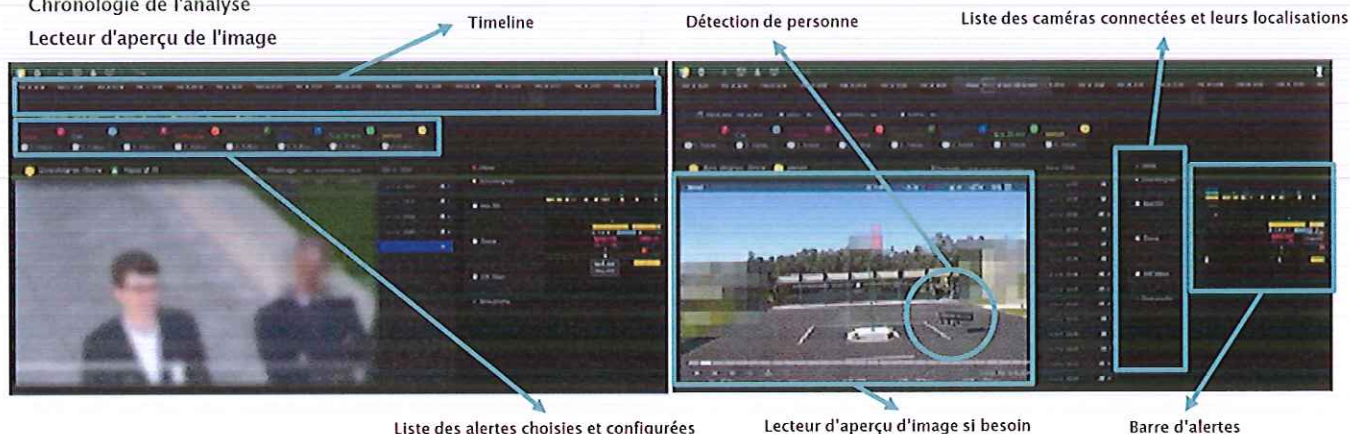
Caméras connectées (caméras statiques, telles que caméras de télévision en circuit fermé, et / ou caméras mobiles, telles que des drones)

Emplacements physiques des caméras

Instantanés d'alertes

Chronologie de l'analyse

Lecteur d'aperçu de l'image



PRÉSENTATION FONCTIONNELLE ET TECHNIQUE DE L'OFFRE



Cette page comprend:

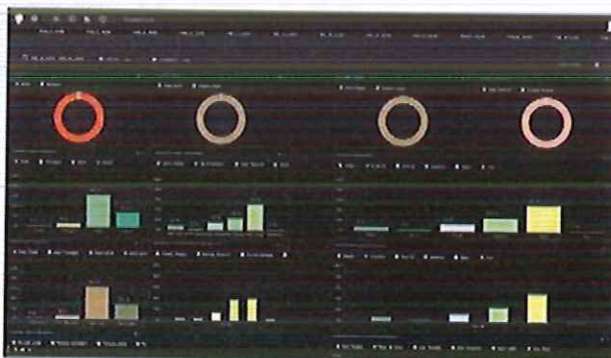
La liste des représentations graphiques de vos analyses de données anonymisées

Chronologie, pour pouvoir sélectionner un laps de temps pertinent, si nécessaire

Mise en page personnalisable de la page



Configurer votre page d'analyse.



Un exemple de page d'analyse par défaut.



MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION



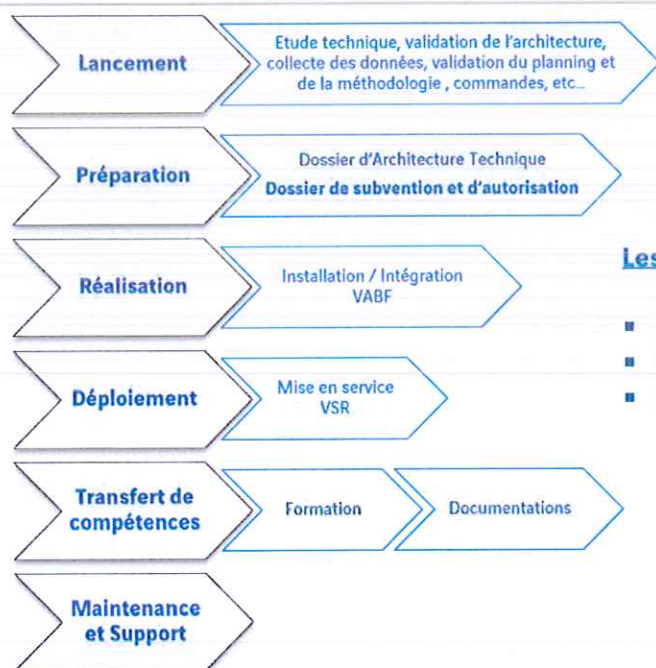
MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION



Dans le cadre de votre consultation, nous vous proposons de mettre en œuvre la solution suivant une méthodologie simple, de manière sécurisée et reposant sur 5 critères fondamentaux pour le succès de cette opération :

1. Lancement du projet (re-validation de l'équipe et des ressources, maîtrise logistique, collecte des données, PPS)
2. Mise en place des différents composants de la solution (site centrale et sites distants)
3. Mise en service
4. Transfert de compétence
5. Approbation client

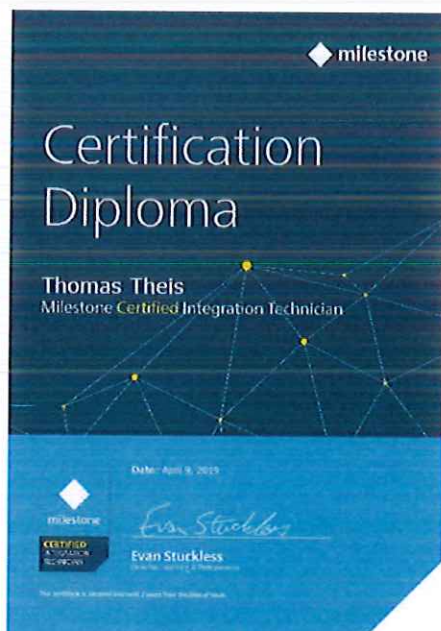
MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION



Les principaux objectifs sont :

- La réalisation d'un travail de qualité
- La totale transparence de toutes les phases du projet
- Le respect du planning déterminé

MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION



AXIANS Nancy-Metz

as an



Solution Gold Partner
in the
Axis Channel Partner Program

on this 01 day of September, 2018.

Validation

Cartographie des risques

Validation

Plan d'action

Principes fondamentaux

Aucun plan d'action enregistré.

Mesures existantes ou prévues

Aucun plan d'action enregistré.

Risques

Aucun plan d'action enregistré.

Validation

Avis du DPD et des personnes concernées

Aucune information à afficher.

Contexte

Vue d'ensemble

Quel est le traitement qui fait l'objet de l'étude ?

La déchetterie a fait l'objet de plusieurs difficultés :

- Vol de matière première tel que ferraille composant électronique
- Vol de bien remis par tiers
- Vol de produit destinés au réemplois benne Emaïs. (Il pourrait y avoir un préjudice si le bien se retrouve en brocante, vis-à-vis de la personne qui a déposé le bien)
- Agression des gardiens de déchetterie
- Incident lorsque des usagers pénétraient dans les bennes en vu de récupération

Tous ces points nous ont amené à mettre en place un système de protection vidéo, couvrant exclusivement le site de la déchetterie. Ce système nous permet d'intervenir rapidement en

cas d'incident, et d'avoir des éléments de contextualisation lorsque il y a nécessité d'un dépôt de plainte en cas d'intrusion. Le système de caméra intelligent nous permet d'être avertie lors de la pénétrations sur les quais de déchetterie.

Dans le cadre de la surveillance des biens et des personnes, les finalités sont donc :

- Assurer la protection des agents de la déchetterie
- Prévenir des actes d'incivilité
- Alerter en cas de dépôts sauvage
- Assurer la surveillance des usagers pour prévenir les risques d'accidents (chute dans les bennes...)
- Sécuriser le site pendant les heures de fermeture
- Apporter des éléments de contextualisation lorsqu'une déclaration à la police est nécessaire.

Quelles sont les responsabilités liées au traitement ?

RT : La Communauté de communes du Pays Val d'Alzette

ST : NA

Quels sont les référentiels applicables ?

- RGPD
- Loi Informatique et libertés
- Article L251-2 du code de la sécurité intérieure (CSI)
- Le code civil : Article 9 (protection de la vie privée)
- Arrêté 19/CAB/PA-VIDEO N°571 du 9 décembre 2019

Contexte

Données, processus et supports

Quelles sont les données traitées ?

- Liste des Données collectées :

- Images vidéo → Solution Milestone
- Banque d'image photos dès qu'une condition définie par les règles est appliquée (détection de mouvement, etc.) → Solution Two-I
- Horodatage des vidéos et photos
- Indirectement : Plaque d'immatriculation (NB: le module de détection n'est pas installé)

- Durée de conservation :

Pour Milestone :

14 jours sur bande (puis effaçage automatique)

Pour Two-I :

C'est une collection d'images. La durée de conservation est de 30 jours

En cas d'incident : Sauvegarde possible sur disque dur , le temps du transport lors du dépôt de plainte. Puis effacement des images dès que la plainte a fait l'objet d'une levée de séquestre par les services de Police.

- Destinataires et personnes pouvant y accéder :

Les accès à Milestone sont possible uniquement depuis le serveur Two-I. Les gardiens de déchetterie n'ont pas Milestone. Seules les administrateurs déclarés dans Two-I ont un accès sur Milestone.

Accès à Two-I :

- DGS - Profil administrateur
- Directrice des services techniques - Profil administrateur
- Régisseur - Profil administrateur
- Responsable de collecte et de déchetterie - Profil administrateur
- Gardien de déchetterie - Profil utilisateur

Comment le cycle de vie des données se déroule-t-il (description fonctionnelle) ?

Le système de 11 caméras déployées permet de couvrir la totalité du site de la déchetterie. (Cf document "*implantation caméras.pdf*" en PJ)

Les vidéos envoyées au serveur Milestone sont filtrée par l'outil d'analyse et d'alerte édité par Two-I. (cf *cycle des données_two-i.pdf* en PJ)

Le poste client permet de se connecter au serveur Two-I, afin d'exploiter l'outil selon des profils et des habilitations bien définies. (cf *Two-i Guide Utilisateur v2.15.5 FR.pdf* en PJ)

La plaque d'immatriculation est visible au franchissement du portail. Cette donnée est importante dans le cadre d'une agression. Associé avec l'heure de passage, nous pouvons croiser les éléments afin d'identifier l'usager par les informations données lors de l'inscription et de l'établissement de la carte (nom/adresse/téléphone/mail).

La plaque d'immatriculation permet également de répondre à un éventuel prêt de carte.

Pour de plus amples informations techniques sur les fonctionnalités du logiciel Two-I permettant d'appliquer le RGPD, veuillez vous référer aux "Note technique" jointe au dossier.

Quels sont les supports des données ?

Disques dur chiffré pour les deux serveurs (Milestone et Two-I)

Principes fondamentaux

Proportionnalité et nécessité

Les finalités du traitement sont-elles déterminées, explicites et légitimes ?

Pour rappel, la CCPHVA a mis en place un système de caméras de vidéoprotection au sein de PAV dont le principal objectif est de garantir la surveillance des biens et des personnes en :

- Assurant la protection des agents de la déchetterie
- Assurant la surveillance des usagers pour prévenir les risques d'accidents (chute dans les bennes...)
- Sécurisant le site pendant les heures de fermeture

Ces finalités sont explicitées pour des besoins ayant trait aux intérêts légitimes de sécurisation de la CCPHVA.

A noter que le traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation préfectorale (se référer au fichier autorisation_prefectorale.pdf en pièce jointe)

Quel(s) est(sont) les fondement(s) qui rend(ent) votre traitement licite ?

[Art 6 .1 f] l'intérêt légitime du responsable de traitement

Art 6 .1 f] le traitement est nécessaire à la poursuite d'intérêts légitimes de l'organisme qui traite les données ou d'un tiers, dans le strict respect des droits et intérêts des personnes dont les données sont traitées. A moins que ne prévalent les intérêts ou les libertés et droits fondamentaux de la personne concernée qui exigent une protection des données à caractère personnel, notamment lorsque la personne concernée est un enfant.

Les données collectées sont-elles adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ?

Les données obligatoirement collectées sont indispensables pour la mise en œuvre d'un dispositif de vidéoprotection.

Il est important de préciser que les options activées sur le logiciel Two-I pour la détection et la remontée d'alerte automatique selon certaines conditions, ont été réfléchies et minimiser afin d'être en accord avec les finalités.

Les données sont-elles exactes et tenues à jour ?

De par la nature des données collectées (vidéo en flux continu), les données sont exactes et tenues à jour automatiquement, sauf s'il y a une déconnexion du flux vidéo, réseau, ou arrêt de la caméra. (Panne de courant électrique, panne matériel, réseau, etc...)

Quelle est la durée de conservation des données ?

- Durée de conservation :

Pour Milestone :

14 jours sur bande (puis effaçage automatique)

- pour Two-I :

C'est une collection d'images. La durée de conservation est de 30 jours

En cas d'incident : Sauvegarde possible sur disque dur , le temps du transport lors du dépôt de plainte. Puis effacement des images dès que la plainte a fait l'objet d'une levée de séquestre par les services de Police.

Principes fondamentaux

Mesures protectrices des droits

Comment les personnes concernées sont-elles informées à propos du traitement ?

Usagers et agents de la déchetterie : panneau d'affichage (cf photo en pièce jointe)

Personnel de la déchetterie :

- Note de direction à l'attention du personnel concerné
- Mention dans une note d'information RH
- Passage à la 1ère Commission technique

Si applicable, comment le consentement des personnes concernées est-il obtenu ?

NA

Comment les personnes concernées peuvent-elles exercer leurs droit d'accès et droit à la portabilité ?

Le droit d'accès est possible grâce à l'horaire de passage en déchetterie. Il est alors aisé de retrouver les images et l'extrait vidéo en question.

Comment les personnes concernées peuvent-elles exercer leurs droit de rectification et droit à l'effacement (droit à l'oubli) ?

- Droit de rectification : Non Applicable

- Droit d'effacement : Comme indiqué sur le panneau d'affichage, tout usager peut exercer un droit d'accès en faisant la demande écrite et explicite, auprès de la CCPHVA par mail à l'adresse : dpo@ccphva.com ou en téléphonant au 0357880004.

Comment les personnes concernées peuvent-elles exercer leurs droit de limitation et droit d'opposition ?

Les obligations des sous-traitants sont-elles clairement définies et contractualisées ?

En cas de transfert de données en dehors de l'Union européenne, les données sont-elles protégées de manière équivalente ?

Risques

Mesures existantes ou prévues

Chiffrement

Les disques des deux serveurs sont chiffrés.

Les images enregistrées issues de l'analyse vidéo sont stockées sur le serveur d'analyse, dont l'accès est chiffré par le mot de passe.

Contrôle des accès logiques

L'accès à l'interface du serveur d'analyse se fait via un identifiant unique et un mot de passe 18 caractères (généralisé par Aragon2 SHA-256).

L'accès à l'interface du logiciel d'analyse utilisée par l'utilisateur de la solution se fait par un mot de passe généré par l'utilisateur lors de sa première connexion. Le mot de passe doit au moins avoir 12 caractères, et utiliser au moins un caractère spécial et éviter les répétitions.

Les comptes VPN sont nominatifs.

Cloisonnement

Le logiciel permet de segmenter les droits de chaque utilisateur avec une définition des rôles – certains peuvent avoir accès aux alertes et pas aux images.

Le profil utilisateur a accès uniquement aux pages utiles du logiciel.

L'utilisateur n'a pas accès aux logs.
Le profil utilisateur ne peut pas télécharger les images.

Le logiciel permet de définir des droits différenciés pour l'accès aux images issues du flux vidéo analysé, afin que seules les personnes habilitées puissent y avoir accès. Ainsi un utilisateur peut avoir accès aux images qui ont généré les alertes, alors qu'un autre utilisateur pourrait avoir seulement accès à des statistiques sans image.

Journalisation

Les traces fonctionnelles sont archivées dans la page Log du logiciel Two-i. Cette dernière permet de conserver un historique de l'activité sur le logiciel (par exemple, modification d'une alerte de détection par un utilisateur ou suppression/ajout d'une caméra).

Minimisation des données

Seules les images à l'origine des alertes sont conservées dans le serveur (par exemple, les images où l'algorithme de vision par ordinateur a détecté une voiture). L'utilisateur du logiciel Two-i qui a les droits nécessaires peut définir le temps de conservation de ses images. Il peut aussi effacer une seule image, voire la totalité en une seule action.

Il n'y a pas de logiciel de reconnaissance de plaque intégrée.

Gestion des postes de travail

Le poste de travail où est installé le client pour accéder à l'interface de contrôle, est protégé par un mot de passe.

Sécurisation des canaux informatiques

La sortie internet et le Irewal (stormshield) de la CCPHVA sont hébergés chez Neocenter.

Les deux sites de la CCPHVA (siège administratif et déchetterie) sont reliés par un lien MPLS.

Le réseau vidéo est sur un Vlan différencié du réseau de la CCPHVA. L'accès depuis l'extérieur est possible seulement en se connectant avec un compte VPN SSL, fourni par la société NeoCenter, directement sur le Firewall.

Sécurité physique

Les Serveurs Milestone et Two-I sont dans une armoire spécifique fermée à clé. Il est installé dans une baie isolée à l'air et à l'eau. Seul M.Freschin a clé car il est nommé administrateur.

Le poste de travail est dans un local de la déchetterie, fermé à clé, à l'abri du passage, sans fenêtre.

Protection contre les sources de risques non humaines

Les serveurs sont ondulés.

La salle qui héberge la baie de brassage est isolation à l'eau et est ventilée.

Organisation de la politique de protection de la vie privée

- la CCPHVA a fait appel à une entreprise d'Audit et Conseil en conformité RGPD (Inkivari) pour entreprendre un audit de conformité, et aussi réaliser cette PIA conformément aux exigences de la CNIL.

- La CCPHVA a nommé un DPD

Superviser la protection de la vie privée

La CCPHVA s'est doté d'un logiciel permettant de suivre et piloter ses actions de mises en conformité RGPD.

Toute action relative au RGPD est consignée, et permet ainsi à la CCPHVA de s'inscrire durablement dans une politique d'accountability.

Ce logiciel permet également de tenir à jour le registre de Traitements.

Gestion des personnels

Information collective des agents :

- Une note de direction à l'attention de l'ensemble des salariés.

- Expliciter le pourquoi et le comment (finalités et dispositif).
- Préciser la durée de conservation.
- Préciser que le dispositif ne filmera pas les usagers de manière continue, et n'a pas vocation à faire un contrôle sur le travail effectué.
- Préciser les droits RGPD en vigueur

- Une note d'information RH est en cours de réalisation, reprenant l'ensemble des informations des traitements en vigueur au sein du registre de la CCPHVA, et notamment le traitement de la vidéo-protection sur le site de la déchetterie.

- Le comité technique sera informé et consulté du traitement.

Information individuelle (à destination des agents et usagers) :

Panneau d'affichage à proximité des points d'accès précisant les droits RGPD.

Risques

Accès illégitime à des données

Quels pourraient être les principaux impacts sur les personnes concernées si le risque se produisait ?

Perte de confiance vis à vis des usagers (ccphva), Procédure judiciaire (ccphva), Diffamation (agents et usagers), Sanctions illégitimes de la part de l'employeur (agents), Atteinte au respect de la vie privée (agents et usagers), Perte d'emploi (agent)

Quelles sont les principales menaces qui pourraient permettre la réalisation du risque ?

L'employeur pourrait détourner l'usage de l'application pour utiliser les données à l'encontre de ses employés, Les utilisateurs pourraient détourner l'usage de l'application pour utiliser les données à l'encontre des usagers de la déchetterie.

Quelles sources de risques pourraient-elles en être à l'origine ?

Malveillance interne, malveillance externe, erreur de manipulation d'exploitation, accès illégitime au local du serveur et à l'écran de contrôle, Accès illégitime au compte nominatif d'agent gardien@ccphva.com, Accès au poste PC client des utilisateurs ayant des comptes administrateurs, Perte ou vol du mot de passe de l'accès au logiciel, Vol du serveur, Vol du PC client

Quelles sont les mesures initiales, parmi celles identifiées, qui contribuent à traiter le risque ?

Chiffrement, Contrôle des accès logiques, Cloisonnement, Journalisation, Minimisation des données, Gestion des postes de travail, Sécurisation des canaux informatiques, Sécurité physique, Organisation de la politique de protection de la vie privée, Superviser la protection de la vie privée, Gestion des personnels

Comment estimez-vous la gravité du risque, notamment en fonction des impacts potentiels et des mesures prévues ?

Négligeable, De par les mesures prévues (sécurisation physique et logique) et le peu d'intérêt à exploiter les données, et donc la limitation des impacts potentiels très, la gravité du risque a été identifiée comme négligeable.

Comment estimez-vous la vraisemblance du risque, notamment au regard des menaces, des sources de risques et des mesures prévues ?

Négligeable, De par les mesures prévues (sécurisation physique et logique) répondant aux différentes sources de risques, et minimisant ainsi leur probabilité, la vraisemblance du risque a été identifiée comme négligeable.

Risques

Modification non désirées de données

Quels pourraient être les principaux impacts sur les personnes concernées si le risque se produisait ?

De par le support, la modification n'est pas étudiée dans cette analyse d'impact.

Quelles sont les principales menaces qui pourraient permettre la réalisation du risque ?

De par le support, la modification n'est pas étudiée dans cette analyse d'impact.

Quelles sources de risques pourraient-elles en être à l'origine ?

De par le support, la modification n'est pas étudiée dans cette analyse d'impact.

Quelles sont les mesures, parmi celles identifiées, qui contribuent à traiter le risque ?

Comment estimez-vous la gravité du risque, notamment en fonction des impacts potentiels et des mesures prévues ?

Comment estimez-vous la vraisemblance du risque, notamment au regard des menaces, des sources de risques et des mesures prévues ?

Risques

Disparition de données

Quels pourraient être les principaux impacts sur les personnes concernées si le risque se produisait ?

Les finalités de protection des personnes ne sont plus assurées (protection des agents, prévention des risques d'accidents)

Quelles sont les principales menaces qui pourraient permettre la réalisation du risque ?

Le flux vidéo n'est plus accessible

Quelles sources de risques pourraient-elles en être à l'origine ?

Panne matérielle (électricité, réseau, serveurs...)

Quelles sont les mesures, parmi celles identifiées, qui contribuent à traiter le risque ?

Organisation de la politique de protection de la vie privée, Sécurité physique, Superviser la protection de la vie privée, Protection contre les sources de risques non humaines, Gestion des personnels, Sécurisation des canaux informatiques

Comment estimez-vous la gravité du risque, notamment en fonction des impacts potentiels et des mesures prévues ?

Négligeable, Au vu du type de site protégé par le système de vidéo-protection, de la gravité du risque négligeable, ainsi que la faible probabilité que le risque survienne lors d'une panne matérielle, il n'y a pas d'enjeu majeur à se protéger outre mesure d'une disparition des données.

Comment estimez-vous la vraisemblance du risque, notamment au regard des menaces, des sources de risques et des mesures prévues ?

Limitée, La vraisemblance du risque peut être estimée à limitée, dans le sens où de nombreuses mesures ont été prévues pour limiter la suspension du flux vidéo. Sans que cela impacte réellement la gravité du risque, il est avéré que des pannes d'électricité peuvent être la cause principale de cette coupure. Néanmoins, au vu de la très faible probabilité que la finalité de protection des personnes soit remise en cause lors d'une de ces coupures, il n'est pas réellement nécessaire d'aller plus loin dans la minimisation du risque en prenant des mesures plus drastiques.

Risques

Vue d'ensemble des risques

